



Organización Nacional de los  
Pueblos Indígenas de la  
Amazonia Colombiana

Maison de la pensée de l'OPIAC, Cundinamarca –Colombia  
Le 12 octobre 2021

Mesdames et Messieurs de la

**Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques - CCNUCC :**

**Patricia Espinosa** - Secrétaire exécutive

**Ovais Sarmad** - Secrétaire exécutif adjoint

**Daniele Violetti**- Directeur de la coordination des programmes

**Chhaya Kapilashrami** - Directeur de la coordination des opérations

**Youssef Nassef** - Directeur de l'adaptation

**James Grabert** - Directeur de l'atténuation

Chères Mesdames et chers Messieurs :

Dans le cadre du Sommet des femmes autochtones du bassin de l'Amazone, qui s'est tenu du 8 au 12 octobre 2021 en Colombie, avec la participation de plus de 170 femmes porte-paroles des 511 peuples autochtones des 9 pays du bassin amazonien, nous nous sommes réunies pour partager nos expériences, nos préoccupations et nos besoins face aux menaces qui pèsent sur nos territoires et à l'imminence de la dégradation de la grande forêt amazonienne.

**Le 12 octobre a été déclaré journée de la diversité culturelle. Mais nous, les femmes des peuples autochtones de l'Amazonie, nous n'avons rien à fêter ! Aujourd'hui, alors que nous commémorons "529 ans de résistance", nous réaffirmons que les multiples conflits et problèmes qui affectent nos territoires et nos modes de vie sont des réalités que partage l'ensemble du bassin amazonien et le monde entier, et c'est pourquoi nous dénonçons toutes les violations historiques de nos droits en tant que peuples autochtones ; tout est lié et ce qui se passe au sud, au nord, à l'est et à l'ouest nous affecte en Amazonie et vice versa.**

L'Amazonie a déjà perdu 17 % de sa superficie forestière et 7 % de ses forêts tropicales ont été endommagés. Ces pourcentages ne cessent d'augmenter en raison de l'impact de l'industrie extractive, qui pollue nos rivières et déboise nos forêts, exacerbant ainsi les effets du changement climatique et mettant en danger la biodiversité, ainsi que la vie des peuples autochtones qui habitent et prennent soin de ce biome depuis des milliers d'années.

Selon plusieurs études scientifiques, les peuples autochtones sont ceux qui gèrent et qui préservent le mieux la Nature, et dans ce contexte, les femmes amazoniennes sont la voix, sont l'action, nous sommes celles qui sont en première ligne de toutes les luttes ; nous prenons soin de la forêt, nous connaissons les plantes et la médecine traditionnelle, nous transmettons des cultures millénaires, nous sommes celles qui protègent l'eau, celles qui donnent et défendent la vie. **"Nous, les femmes amazoniennes, ne faisons qu'un avec nos forêts, c'est pourquoi nous avons été et continuerons à être les gardiennes de la forêt amazonienne"**. Nous sommes depuis toujours engagées dans des actions qui contribuent à atténuer le changement climatique.





Organización Nacional de los  
Pueblos Indígenas de la  
Amazonía Colombiana

Cependant, nous avons le sentiment que notre voix collective n'est pas représentée dans les espaces de décision. Nous n'avons pas de quotas spécifiques pour participer à la Conférence annuelle des parties de la CCNUCC, nous ne disposons pas des moyens d'y participer, nous n'avons pas de visibilité et nous n'avons pas de fonds pour financer nos initiatives qui contribuent à la préservation et à la protection de l'Amazonie.

Le système actuel de financement du climat ne protège pas les forêts, il ne cherche qu'à réduire les émissions et à perpétuer le modèle socio-économique qui privilégie le capital au détriment de la vie ; c'est ce qui nous a mené à cette situation.

Si nous n'agissons pas maintenant, l'Amazonie perdra son rôle fondamental d'écosystème stratégique et de régulateur du climat mondial, avec des conséquences rapides et catastrophiques pour la planète. **IL FAUT AGIR MAINTENANT !**

En tant que gardiennes de la forêt amazonienne, poumon du monde, dans le cadre du Sommet des femmes autochtones du bassin de l'Amazone, nous proposons :

1. D'inclure les femmes autochtones du bassin de l'Amazone dans les discussions et les décisions internationales concernant l'Amazonie, en tant que protagonistes des dialogues et qu'actrices principales de la mise en œuvre des politiques, plans, programmes et projets liés à la prévention et à l'atténuation du changement climatique dans la région, ainsi qu'en tant que bénéficiaires des processus de compensation découlant des dommages causés à nos territoires et à nos modes de vie.
2. D'admettre la contribution fondamentale des femmes autochtones dans la gestion, la restauration, le reboisement et l'entretien des territoires, pour que les forêts subsistent et que l'écosystème amazonien reste stable, parce que nous soutenons nos organisations afin de préserver nos connaissances et nos savoirs ancestraux auprès des nouvelles générations, pour ainsi garantir notre survie bio-culturelle et celle de toute l'Amazonie.
3. Que tous secondent les efforts des femmes amazoniennes en matière de gestion, de soins et de production du territoire à travers leurs propres modèles économiques, leurs modèles de bien vivre et de soutien à la vie collective basés sur l'autonomie alimentaire, la diversité de leurs propres cultures et les techniques ancestrales de transformation.
4. De prendre des mesures urgentes pour mettre fin à la criminalisation, aux assassinats et aux disparitions des leaders, hommes et femmes, qui défendent nos territoires.
5. De délivrer des titres de propriété et de garantir l'administration de nos territoires originels en tant que propriété collective des peuples autochtones qui les habitent depuis des millénaires, afin de garantir la conservation de l'Amazonie.
6. Que les fonds climatiques arrivent véritablement et directement dans nos communautés, afin de renforcer les processus de conservation, de protection et d'entretien des territoires autochtones de manière plus autonome.





Organización Nacional de los  
Pueblos Indígenas de la  
Amazonía Colombiana

7. D'entamer le dialogue entre le Secrétariat exécutif de la CCNUCC et le Conseil des femmes de la COICA afin d'établir une concertation directe avec les femmes. A cette fin :

Nous vous prions de bien vouloir nous recevoir pour une première réunion en face à face et/ou virtuelle en novembre 2021.

En tant que femmes gardiennes de la plus grande forêt tropicale du monde, nous demandons à être incluses dans les espaces de prise de décision sur les politiques et les actions en matière de changement climatique et dans la Plateforme des Communautés Locales et des Peuples Autochtones (PCLPI en anglais). Il importe de nous inclure de manière efficace et garantie.

Lors de notre sommet, nous, femmes autochtones des 9 pays de l'Amazonie, avons défini un mandat articulé sur 5 grandes lignes d'action : 1. La création du Fonds des femmes autochtones du bassin de l'Amazone ; 2. La création du Réseau des femmes autochtones défenseuses du territoire amazonien, 3. L'émergence du Mouvement des femmes autochtones de l'Amazonie colombienne, 4. La parité de la participation des femmes dans tous les espaces de décision aux niveaux organisationnels, locaux, nationaux et régionaux, 5. Le suivi et la supervision ; à cet égard, nous vous invitons à participer et à contribuer efficacement à ces initiatives au sein de nos organisations de base, et à contribuer ainsi directement à l'action des femmes, des peuples autochtones, des territoires et à la protection de la vie sur la planète.

### **Amazonie vivante, humanité en sécurité.**

Veillez agréer, Mesdames et Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués,

Claudette Labonté

**Coordinatrice femmes et familles de la COICA**

Fany Kuiru

**Coordinatrice femme et famille  
de l'OPIAC (Colombie)**

Teresa Antazú

**Responsable Politique du Programme  
Femme autochtone d'AIDSESEP (Pérou)**

María Fernanda Pérez

**Coordinatrice femme et famille  
de l'ORPIA (Vénézuéla)**

Josien Tokoe

**Coordinatrice femme et famille  
OIS (Suriname)**

Nemo Andí

**Coordinatrice femme et famille  
de CONFENIAE (Équateur)**

Rosimere Vieira

**Conseillère femme et famille  
de la COIAB (Brésil)**

Bernice Serataya

**Responsable des questions de genre  
de la CIDOB (Bolivie)**

Don Bernadette Stoll

**Bureau politique et Administration  
d'APA (Guyana)**

